

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Même Maz rigole.

M. Broadbent: Monsieur le Président, je voudrais simplement dire ceci au premier ministre: Heureusement que votre avenir politique n'en dépend pas.

M. Nystrom: Même Joe a ri.

M. Gray (Windsor-Ouest): Joe aimerait bien ça.

M. Lewis: Vous vous tiriez mieux d'affaire lorsque vous occupiez l'autre siège Ed.

M. le Président: Il serait peut-être utile que la présidence signale que certains députés qui n'ont pas eu la parole mais qui continuent à échanger des vues avec d'autres sont inscrits sur une liste que j'ai en main en vue de poser leurs questions plus tard.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

LES CONCESSIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Le premier ministre lui-même a dit hier que les Américains n'avaient pas «adressé» les préoccupations canadiennes. Peut-il expliquer aux Canadiens pourquoi le gouvernement canadien a fait toutes les concessions, et les Américains pas du tout?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Évidemment, monsieur le Président, il s'agit d'une déclaration complètement erronée de la part du chef des néo-démocrates. Au fait, on sera en mesure seulement à la fin des négociations de porter un jugement de valeur quant au contenu du document. J'ai déjà donné un engagement formel que si le document était dans l'intérêt national, le gouvernement allait bien sûr le soumettre au Parlement canadien. Ce n'est pas à trois semaines de la date ultime qu'on est en mesure de dire si oui ou non une transaction est valable. Le chef des néo-démocrates a utilisé un mot, en parlant des premiers ministres . . .

[Traduction]

. . . qu'ils étaient désespérés en sortant de cette réunion. Cette remarque est très éloignée de la vérité. Nous avons eu des entretiens approfondis et excellents avec les premiers ministres provinciaux.

Pour des questions d'intérêt national crucial, l'attitude du gouvernement actuel, qui cherche à négocier un accord complexe de libre-échange avec les États-Unis, à créer des emplois et à favoriser la prospérité économique de notre pays, et ce en consultant avec les provinces, est très différente de celle de son prédécesseur qui, il y a quelques années, avait imposé unilatéralement ce genre de décision sans même demander l'autorisation au gouvernement et aux habitants de l'Ontario.

M. Tobin: Vous venez de dire que c'était une bonne affaire.

M. Mulroney: En effet, c'est vrai. Nous essayons d'étendre aux autres secteurs économiques le principe du libre-échange des pièces d'automobiles, en vue de créer des richesses dans toutes les régions du pays.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Monsieur le Président, à nos yeux, le libre-échange n'implique certainement pas que le Canada est à vendre. C'est le marché que le premier ministre est en train de conclure.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le gouvernement a déjà fait des concessions sur la pâte à papier, l'acier tubulaire, les produits pharmaceutiques, l'édition et, depuis 48 heures, les programmes agricoles et le Pacte de l'automobile. Le premier ministre est incapable de nous citer une seule concession de la part des Américains. Peut-il donc expliquer aux Canadiens pourquoi nous le croirions sur parole lorsqu'il prétend qu'il va être le gagnant dans les négociations avec les Américains?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je tiens à rappeler au député que la ministre du Commerce extérieur a proposé au nom du gouvernement de confier au chef du NPD absolument tous les détails des négociations commerciales.

M. McDermid: Après qu'on le lui eut demandé.

M. Mulroney: Après la demande faite par un membre de son parti. Nous avons jugé que c'était une façon raisonnable de procéder.

M. Broadbent: Pour nous faire taire.

M. Mulroney: Non, pour vous fournir à titre confidentiel toutes les informations sur le travail des négociateurs canadiens.

Mon collègue parle souvent de tactique alarmiste et de mystères, il dit notamment: «Le Canada n'est pas à vendre», ce qui laisse entendre que le Canada refuse les investissements étrangers. Le député est contre les investissements étrangers au Canada sauf à Oshawa; dans ce cas il est enthousiaste.

Des voix: Bravo!

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'ANATOLY SHCHARANSKY

M. le Président: Les députés se souviendront qu'une première fois le 26 mars 1982, et une seconde fois le 4 novembre 1982, la Chambre des communes du Canada a adopté à l'unanimité une résolution invitant l'Union soviétique à respecter les termes de l'accord d'Helsinki et à élargir sur-le-champ Anatoly Shcharansky.